

RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET DE
L'ETAT POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2014

Table des matières

Table des matières	2
Liste des graphiques	3
Liste des annexes.....	3
INTRODUCTION	4
I. Réalisations des ressources propres hors exonérations (base caisse).....	4
I.1. Recettes fiscales hors exonérations	5
I.2. Recettes non fiscales hors produits exceptionnels	7
I.3. Les dons	7
II. ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES	8
II.1. Exécution du budget au niveau global hors charges communes	8
II.2. Analyse de l'état d'exécution par grande masse	8
II.2.1. Les salaires.....	8
II.2.2. Les biens et services	8
II.2.3. Les transferts courants	9
II.2.4. Investissements sur ressources propres	9
II.3. Analyse de l'état d'exécution par axes stratégiques et par Ministères	9
III. Situation des émissions des bons et obligations du trésor	11
IV. Evolution du solde du trésor	12
V. Exonérations réalisées à fin mars 2014.....	12
ANNEXES.....	15

Liste des graphiques

Graphique 1 : Comparaison des réalisations des premiers trimestres 2013 et 2014	5
Graphique 2 : Vue synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des premiers trimestres 2013 et 2014.....	7
Graphique 3 : Répartition des engagements des dépenses de fonctionnement par axes stratégiques pour le premier trimestre 2014.....	10
Graphique 4 : Répartition des engagements des dépenses d'investissements par axes stratégiques pour le premier trimestre 2014.....	10
Graphique 5 : Comparaison des émissions et des remboursements pour le premier trimestre 2014.	11
Graphique 6 : Evolution du solde du compte du trésor	12

Liste des annexes

Tableau 1. Exécution du budget de l'Etat pour le premier trimestre 214 par axe stratégique et nature économique de la dépense (hors charges communes et exonérations)	16
Tableau 2. Exécution des salaires pour le premier trimestre 2014.....	18
Tableau 3. Exécution des biens et services pour le premier trimestre 2014	20
Tableau 4. Exécution des transferts courants pour le premier trimestre 2014.....	22
Tableau 5. Exécution des investissements sur ressources propres pour le premier trimestre 2014 ...	24

INTRODUCTION

Dans le cadre de la Stratégie de Gestion des Finances Publiques, le Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique s'est engagé à produire des rapports trimestriels et annuels sur l'état d'exécution du budget de l'Etat. Le présent rapport concerne le premier trimestre 2014.

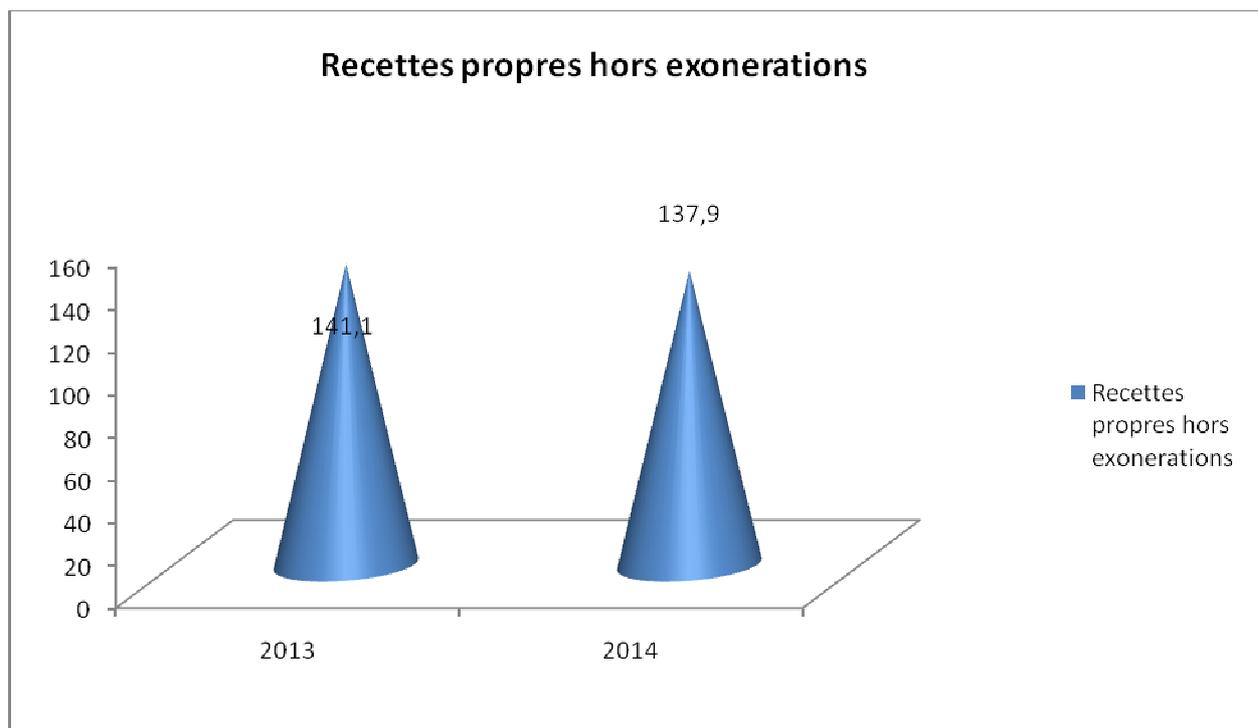
La première partie de ce rapport décrit la réalisation des recettes propres et dons. La deuxième partie montre l'état d'exécution des dépenses selon les chapitres de la nomenclature économique à savoir les salaires, l'achat des biens et services, les transferts et subventions et les investissements sur ressources propres. De même, le rapport décrit les réalisations de ces catégories de dépenses selon les axes stratégiques du CSLP-II.

I. Réalisations des ressources propres hors exonérations (base caisse)

Sur un montant de **633 687 584 303 FBU** de recettes propres prévues pour l'exercice 2014, les services de l'OBR ont pu recouvrer un montant de **137 978 304 365 FBU** à la fin du premier trimestre 2014, soit un taux de réalisation de **21,8%**.

Au cours de cette période de 2013; sur **621 850 783 370 FBU** de prévision, un montant de **141 049 147 470 FBU** avait été collecté, soit un taux de réalisation de **22,7%**. En glissement annuel, nous enregistrons une diminution de **2,2%** entre les deux années.

Graphique 1 : Comparaison des réalisations des premiers trimestres 2013 et 2014



Source : Nos traitements à partir des données 2013 et 2014

I.1. Recettes fiscales hors exonérations

Les recettes fiscales comprennent les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital, les impôts sur les biens et services et les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales. A la fin du premier trimestre 2014, nous avons pu collecter un montant de **125 893 077 161FBU** sur une prévision de **580 711 777 006 FBU**, soit un taux de réalisation de **21,7%**. Nous enregistrons une diminution de **6,1%** par rapport à l'année dernière. Sur **559 898 384 233 FBU** de prévision de 2013, **134 097 694 641FBU** étaient déjà recouverts à la fin du premier trimestre 2013. Cela s'explique principalement par la mise en application de la loi relative à l'impôt sur le revenu.

➤ Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital

Ce type d'impôts enregistre un taux de réalisation de **16,2%** à la fin du premier trimestre 2014; soit un recouvrement d'un montant de **27 075 737 832 FBU** sur **167 622 059 963FBU** prévus dans la Loi de Finances 2014.

A cette même date de 2013, ce taux était de **27,3%**. Sur **183 363 828 053 FBU** prévus dans la Loi des Finances initiale 2013, **49 986 782 007 FBU** étaient déjà recouverts à la fin du premier trimestre 2013. En glissement annuel, ce poste enregistre une diminution de **45,8%** entre les deux années. Cela s'explique par la mise en application de la loi relative à l'impôt sur le revenu.

➤ **Impôts sur les biens et services**

Le taux de réalisation des Impôts sur les biens et services pour le premier trimestre 2014 est de **24,6%**. Sur un montant de **351 944 836 660 FBU** prévu dans la Loi des Finances 2014, **86 493 435 665 FBU** étaient déjà recouverts à la fin de cette période.

En 2013, sur **316 429 691 471 FBU** qui étaient prévus, **73 441 710 553 FBU** étaient déjà recouverts à cette même période, soit un taux de réalisation de **23,2%**. En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **17,8%** entre les deux périodes.

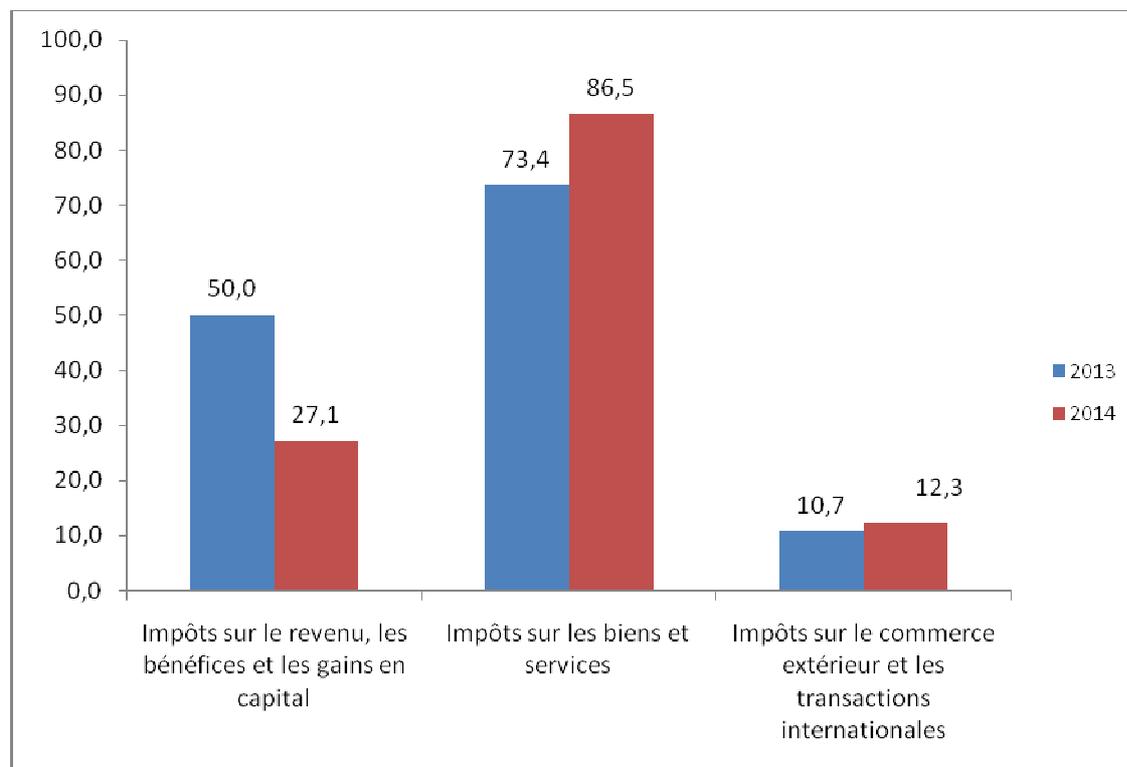
➤ **Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales**

Le taux de réalisation pour le premier trimestre 2014 pour cet impôt est de **22,9%**. Sur un montant de **53 926 656 886 FBU** prévu dans la Loi des Finances 2014, **12 323 903 664 FBU** étaient déjà recouverts à la fin de cette période.

En 2013, le taux de réalisation était évalué à **17,8%** à la fin de cette période. Sur un montant de **60 104 864 709 FBU** prévu dans la Loi des Finances, **10 669 202 081 FBU** étaient déjà recouverts.

En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **15,5%** entre les deux périodes.

Graphique 2 : Vue synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des premiers trimestres 2013 et 2014



Source : Nos traitements à partir des données des premiers trimestres 2013 et 2014

I.2. Recettes non fiscales hors produits exceptionnels

Pour le premier trimestre 2014, le taux de réalisation des recettes non fiscales est de **22,8%**. Sur un montant de **52 975 807 297 FBU** prévu dans la Loi des Finances 2014, **12 085 227 205 FBU** étaient déjà recouverts.

En 2013, ce taux s'élevait à **17,2%** à cette même date. Sur un montant de **61 952 399 137 FBU** prévu dans la Loi des Finances, **10 638 690 000 FBU** étaient déjà recouverts à cette date.

I.3. Les dons

Les dons se répartissent en dons courants et dons projets. Au cours du premier trimestre 2014, nous n'avons pas reçu de dons courants puisque la Loi de Finances 2014 n'avait pas prévu aucun décaissement au cours de cette période. Signalons que le don courant de la Banque Africaine de Développement d'un montant d'autour de 12 milliards prévu en 2013 n'est pas encore décaissé. Concernant les dons projets, nous n'avons pas encore reçu le rapport de décaissement de ce type d'appuis.

II. ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES

Cette partie est consacrée à la présentation succincte de l'état d'exécution des dépenses de l'Etat pour le premier trimestre 2014 par axes stratégiques du CSLP-II et Ministère.

La partie annexe de ce rapport fournit l'état d'exécution suivant la classification économique de toute la chaîne de la dépense par Ministère et selon les axes stratégiques du CSLP-II. Il est à signaler que nous faisons l'analyse de l'état d'exécution du budget de l'Etat hors charges communes. Enfin, nous ferons le point sur les exonérations accordées à la fin de cette période.

II.1. Exécution du budget au niveau global hors charges communes

Au niveau global, le taux d'engagement du budget de l'Etat pour le premier trimestre 2014 est de **26,6%**. Au delà de cette exécution globale, nous allons analyser l'exécution par nature économique et axes stratégiques, ceci nous permettra d'avoir une décomposition plus détaillée de ce taux d'exécution global. Le tableau 1 en annexe nous montre l'exécution du budget de l'Etat pour le premier trimestre 2014 par nature économique et axes stratégique (Salaires, Biens et services, transferts et équipements sur ressources propres).

II.2. Analyse de l'état d'exécution par grande masse

II.2.1. Les salaires

Le taux d'engagement des salaires est de **22,8%** pour le premier trimestre 2014. Sur un crédit prévu d'un montant de **322 341 139 616 FBU, 73 509 659 876 FBU** étaient déjà exécutés à la fin du premier trimestre 2014. Le tableau 2 en annexe montre l'état d'exécution des salaires par Ministère à la fin de cette période.

II.2.2. Les biens et services

Le taux d'engagement pour les achats des biens et services est de **32,8%** pour le premier trimestre 2014. Sur **109 684 368 204 FBU** de crédit prévu, **36 036 376 329 FBU** étaient déjà exécutés à la fin de cette période. Le tableau 3 en annexe montre l'état d'exécution des biens et services par Ministère à la fin de cette période.

II.2.3. Les transferts courants

Le taux d'engagement des transferts courants est de **33,7%** pour le premier trimestre 2014. Sur **211 637 321 643 FBU** de crédit prévu, **71 361 374 570 FBU** étaient exécutés à la fin de cette période. Le tableau 4 en annexe montre l'état d'exécution des transferts courants par Ministère à la fin de cette période.

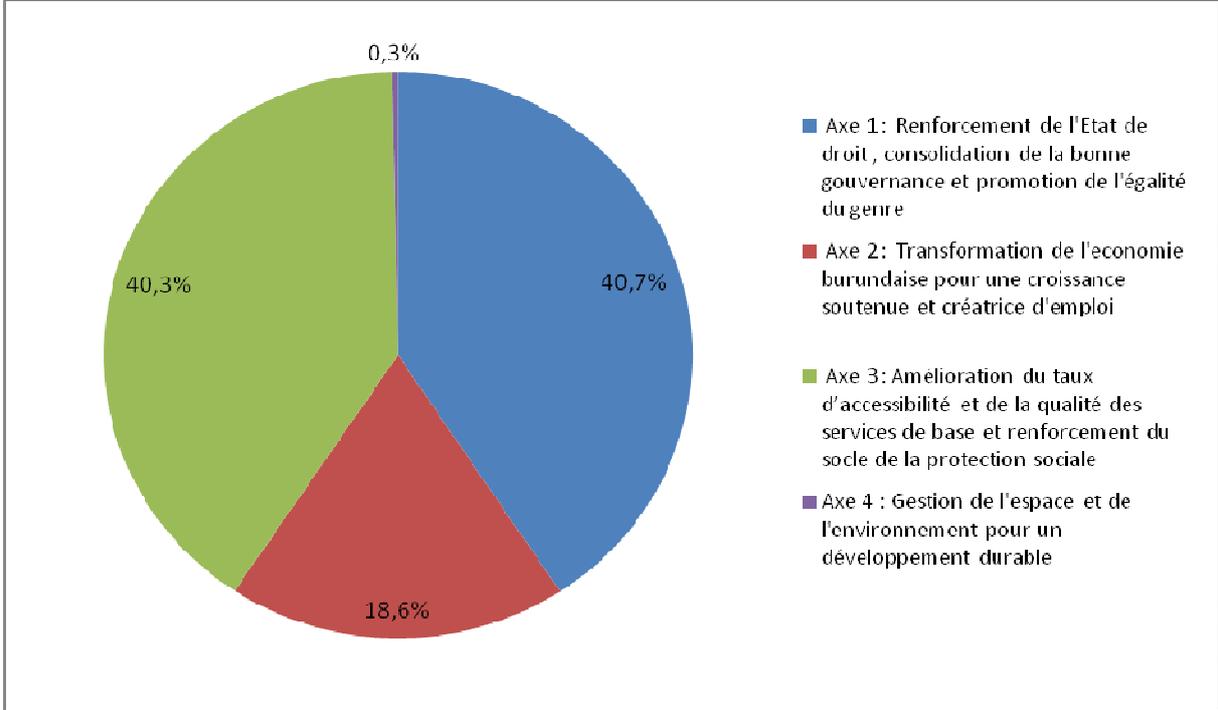
II.2.4. Investissements sur ressources propres

Le taux d'engagement relatif aux investissements sur ressources propres est de **16,2%** pour le premier trimestre 2014. Sur **95 419 214 804 FBU** de crédit prévu, **15 488 796 103 FBU** étaient déjà exécutés à la fin de cette période. Le tableau 5 en annexe montre l'état d'exécution des investissements sur ressources propres à la fin de cette période.

II.3. Analyse de l'état d'exécution par axes stratégiques et par Ministères

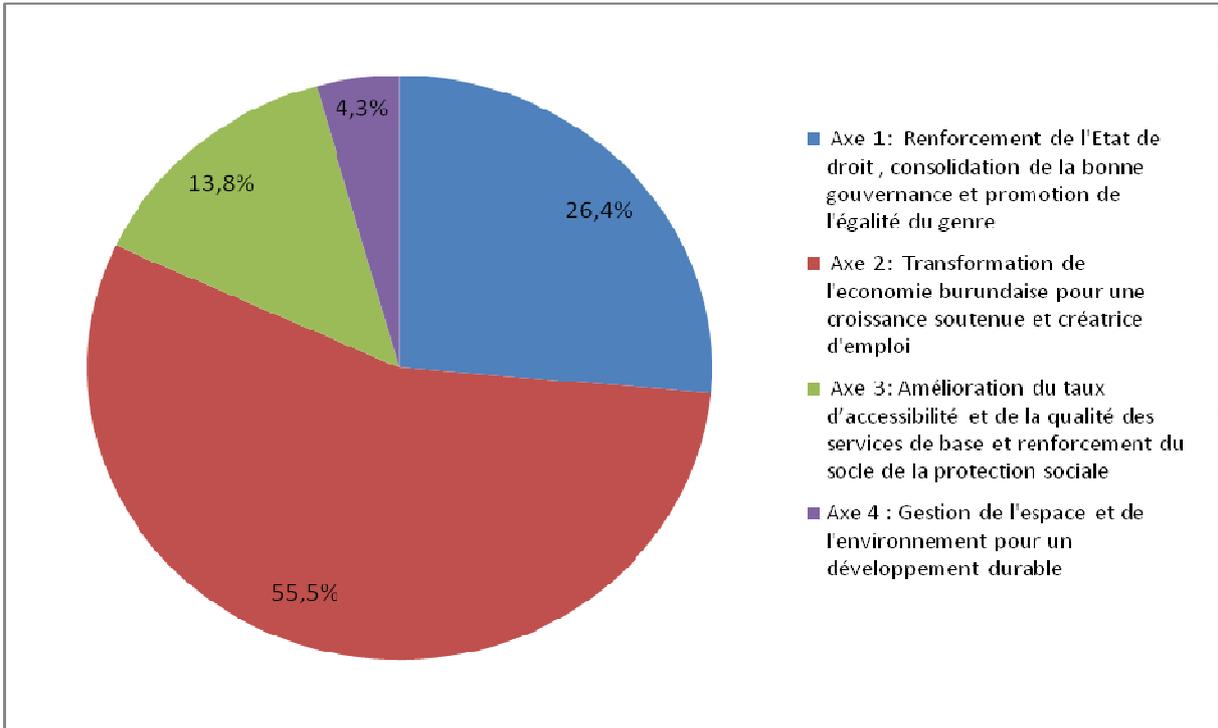
Le tableau 1 en annexe fournit l'état d'exécution par axe stratégique en distinguant les dépenses de fonctionnement et d'investissement hors charges communes. Le taux d'engagement des dépenses globales est de **26,7%** pour le premier trimestre 2014. Le premier axe enregistre un niveau d'exécution de 25,7%, le second 28,8%, le troisième 27,6% et le dernier 24,5%. Les graphiques 3 et 4 présentent les parts par axes stratégiques du CSLP-II des exécutions pour le premier trimestre 2014, respectivement pour les dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Graphique 3 : Répartition des engagements des dépenses de fonctionnement par axes stratégiques pour le premier trimestre 2014



Source : Nos traitements à partir des données du premier trimestre 2014

Graphique 4 : Répartition des engagements des dépenses d'investissements par axes stratégiques pour le premier trimestre 2014



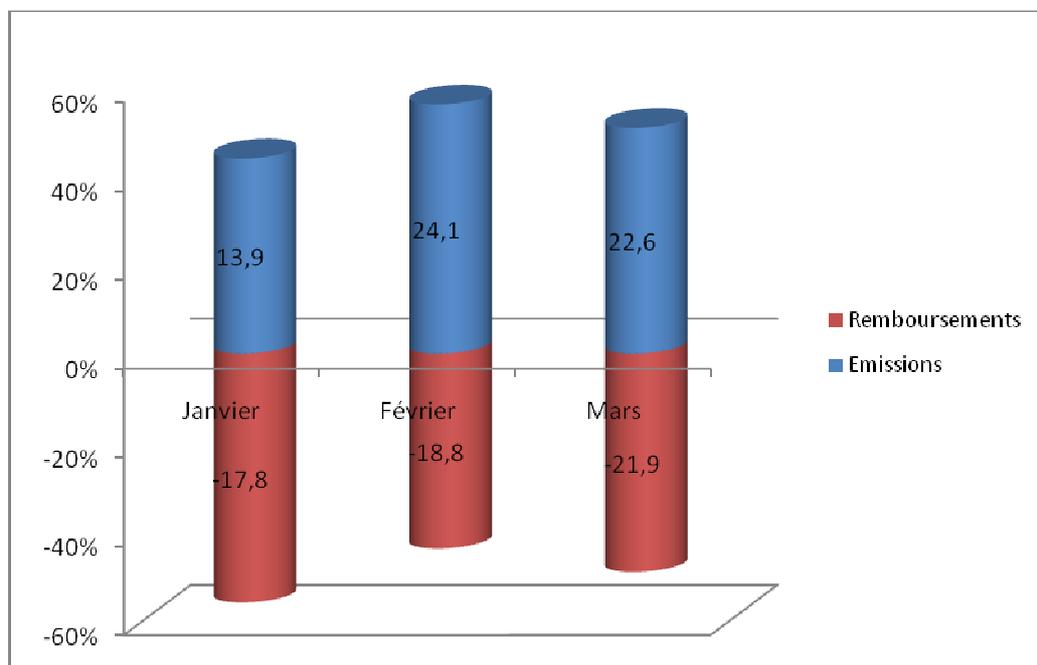
Source : Nos traitements à partir des données du premier trimestre 2014

De par ces deux graphiques, il ressort que l'axe 1 «**Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**» accapare une grande partie des dépenses de fonctionnement pour le premier trimestre 2014, soit **40,7%** contre **26,4%** pour les dépenses d'investissement. De plus, l'axe 3 «**Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale** » accapare 40,3% des dépenses de fonctionnement contre 13,8% des dépenses d'investissement. Par ailleurs, l'axe 2 «**Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi** » accapare **55,3%** des dépenses d'investissement contre **18,6%** pour celles de fonctionnement.

III. Situation des émissions des bons et obligations du trésor

Pour faire face au problème temporaire de trésorerie, l'Etat a recouru à l'instrument classique de financement qui est l'émission des bons du trésor.

Graphique 5 : Comparaison des émissions et des remboursements pour le premier trimestre 2014



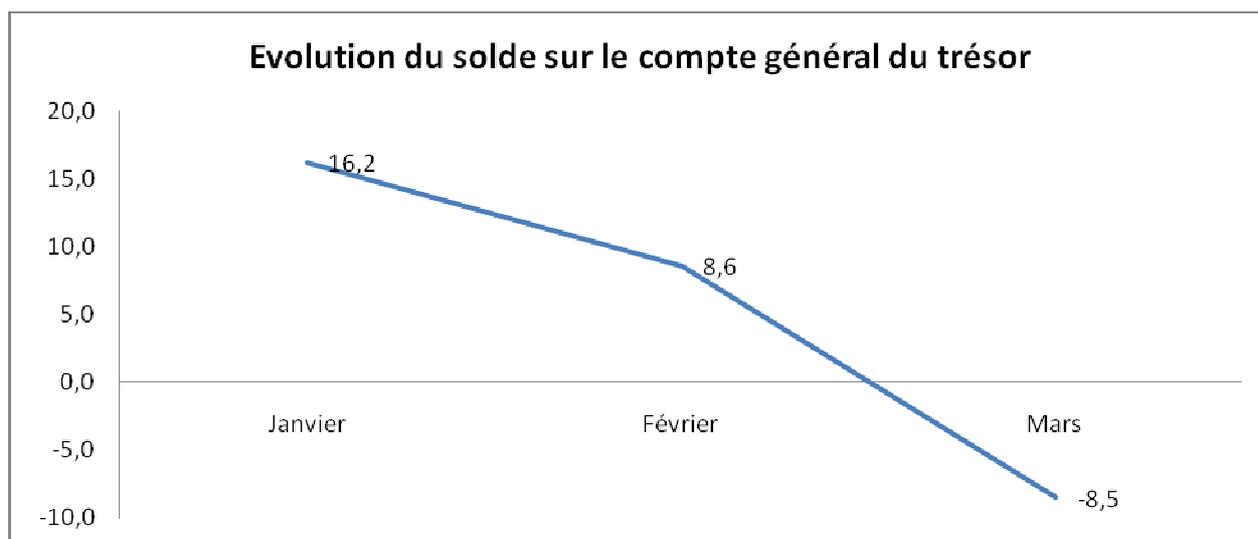
Source : Nos traitements à partir des données du premier trimestre 2014

De par ce graphique, nous constatons qu'il y a eu un financement interne par des émissions et des remboursements jusqu'à la fin du premier trimestre 2014.

IV. Evolution du solde du trésor

Le solde du compte général du trésor a été excédentaire de janvier à février 2014. Cependant, il a été déficitaire en mars avril. Il est à noter que l'appui budgétaire de la Banque Africaine de Développement a contribué à cette situation.

Graphique 6 : Evolution du solde du compte du trésor



Source : Nos traitements à partir des données du premier trimestre 2014

V. Exonérations réalisées à fin mars 2014

Les exonérations à fin mars 2014 sont évaluées à plus de 29 milliards, soit 0,7% du PIB et toutes ces exonérations ont été accordées sur une base légale notamment :

- les exonérations accordées dans le cadre de la loi sur la gestion des douanes. Il s'agit des exonérations accordées par le droit communautaire,
- les exonérations accordées dans le cadre de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires,
- les exonérations accordées dans le cadre des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec les Partenaires Techniques et Financiers,
- les exonérations accordées aux ONGs dans le cadre de l'assistance humanitaire,

- les avantages fiscaux accordés par des lois spécifiques à certaines personnalités par rapport aux fonctions qu'elles exercent ;
- et les incitations fiscales accordées aux investisseurs par le code des Investissements.

Le tableau ci-dessous montre ces exonérations par catégorie. Le constat est que plus de 64% de ces exonérations concernent les exonérations accordées dans le cadre de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires, les exonérations accordées dans le cadre des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec les Partenaires Techniques et Financiers, les exonérations accordées aux ONGs dans le cadre de l'assistance humanitaire,...

Il est à noter que toutes ces exonérations sont renseignées uniquement pour des fins statistiques.

Seules les exonérations concernant les incitations fiscales accordées aux investisseurs par le code des investissements et les avantages fiscaux accordés par des lois spécifiques à certaines personnalités par rapport aux fonctions qu'elles exercent constituent des réelles exonérations dont le Gouvernement est responsable suite à ses politiques déjà entreprises pour améliorer entre autre le climat des affaires et faciliter le développement du secteur privé. Ces exonérations sont évaluées autour de 7,2 milliards à fin mars 2014, soit 0,2% du PIB.

Catégorie	Jan. 2014	Fév.2014	mars-14	TOTAL	Poids
Etat/Financement Extérieur	2 223 434 545	1.268.014.733	1 824 784 002	5 316 233 280	18,3%
Etat/Décision du Gouvernement	2 671 374 271	119.941.526	348 954 821	3 140 270 618	10,8%
Entreprises de Constriction Sur Financement Extérieur	1 808 208 135	1.613.662.087	1 073 259 023	4 495 429 245	15,5%
ASBL	85 690 623	431.735.393	142 618 794	660 044 810	2,3%
Privés	119 768 247	1.777.312	0	121 545 559	0,4%
Investisseurs	2 108 132 187	2 616 596 779	1 875 010 860	6 599 739 826	22,7%
Financement extérieur et les engrais chimiques dans le cadre du Fonds Commun Pour les Fertilisants	2 673 573 062	2 010 164 924	813 210 439	5 496 948 425	18,9%
ONG Etrangères	36 212 661	56 010 223	117 209 397	209 432 281	0,7%

Les équipements médicaux et les médicaments à usage humaine et vétérinaire	523 332 412	943 873 944	742 414 441	2 209 620 797	7,6%
Effets personnels	12 723 963	37 458 698	21 161 309	71 343 970	0,2%
Les graines pour ensemencements et les poussins d'élevage	195 211 682	95 429 201	25 929 860	316 570 743	1,1%
Autres	1 198 025	98 138 198	312 696 650	412 032 873	1,4%
TOTAL	12 458 859 813	9 292 803 018	7 297 249 596	29 049 212 427	100,0%

ANNEXES

Tableau 1. Exécution du budget de l'Etat pour le premier trimestre 214 par axe stratégique et nature économique de la dépense (hors charges communes et exonérations)

Axe 1: Renforcement de l'Etat de Droit, Consolidation de la Bonne Gouvernance et promotion de l'égalité du Genre	Libellé du groupe économique	Crédit	Engagement	Liquidation	Ordonnancement	Paiement
	Salaires	126 417 622 247	27 722 836 360	22 630 314 130	21 001 957 927	20 307 488 481
	Biens et services	90 306 257 540	26 990 098 630	26 399 082 281	19 686 401 151	17 380 630 235
	Transferts et subsides	98 704 844 063	30 236 117 057	29 852 631 029	18 576 798 867	16 818 569 540
	Investissements	31 037 434 889	4 082 917 548	4 077 987 548	1 487 621 433	1 169 989 692
	S/Total 1	346 466 158 739	89 031 969 595	82 960 014 988	60 752 779 378	55 676 677 948
Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi						
	Salaires	5 847 783 414	1 048 150 578	679 391 264	672 858 864	672 858 864
	Biens et services	9 748 275 789	7 608 092 314	7 473 374 010	3 008 819 402	1 272 159 474
	Transferts et subsides	8 083 944 370	2 481 590 879	2 465 262 167	2 041 442 376	1 925 697 383
	Investissements	50 407 336 212	8 600 464 052	8 516 523 482	2 231 512 681	1 567 807 128
	S/Total 2	74 087 339 785	19 738 297 823	19 134 550 923	7 954 633 323	5 438 522 849
Axe 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale						
	Salaires	189 223 351 979	44 541 004 198	25 563 297 442	25 552 767 442	25 552 767 442

	Biens et services	9 372 312 926	1 384 473 651	1 377 901 788	737 718 837	551 566 397
	Transferts et subsides	103 174 624 663	38 221 099 891	38 164 107 577	19 936 343 688	17 494 363 888
	Investissements	11 301 933 649	2 143 901 445	2 143 901 445	115 743 101	-
	S/Total 3	313 072 223 217	86 290 479 185	67 249 208 252	46 342 573 068	43 598 697 727
Axe 4 : Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable						
	Salaires	852 381 976	197 668 740	142 094 412	124 388 511	112 374 798
	Biens et services	257 521 949	53 711 734	50 969 854	18 351 303	10 874 689
	Transferts et subsides	1 673 908 547	422 566 743	422 566 743	281 711 162	281 711 162
	Investissements	2 672 510 054	661 513 058	661 513 058	587 753 343	580 153 628
	S/Total 4	5 456 322 526	1 335 460 275	1 277 144 067	1 012 204 319	985 114 277
Total général		739 082 044 267	196 396 206 878	170 620 918 230	116 062 190 088	105 699 012 801

Tableau 2. Exécution des salaires pour le premier trimestre 2014

Libellé des Ministères	Crédit	Engagement	Liquidation	Ordonnancement	Paiement
01-Présidence de la République	5 609 342 854	1 436 597 065	1 436 597 065	1 436 597 065	901 557 142
02-Première Vice-Présidence	124 990 017	31 247 502	31 247 502	31 247 502	31 247 502
03-Deuxième Vice-Présidence	145 003 895	36 250 752	36 250 752	36 250 752	36 250 752
04-Secrétariat Général du Gouvernement	27 176 257	6 565 283	4 102 938	4 102 938	4 102 938
05-Assemblée Nationale	3 527 054 357	884 922 741	884 922 741	884 922 741	825 558 246
06-Senat	2 247 898 220	561 974 556	561 974 556	486 429 281	438 378 875
07-Cour de comptes	787 498 347	196 122 186	196 122 186	130 748 124	125 916 798
09-Ministère de l'Intérieur	1 639 018 420	244 447 964	146 527 298	146 527 298	146 527 298
10-Ministère du Développement Communal	298 429 190	66 713 428	48 705 615	48 000 015	41 649 213
11-Ministère de la Sécurité Publique	34 902 788 284	7 497 884 118	4 102 895 613	4 084 137 179	4 084 137 179
12-Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	11 734 897 004	3 024 752 140	2 989 807 336	2 241 662 992	2 238 978 729
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	49 460 107 552	8 832 197 039	8 512 849 012	8 512 849 012	8 512 849 012
14-Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique	3 514 892 562	1 577 400 355	1 505 112 502	1 272 095 673	1 247 774 006
16-Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	9 821 776 681	2 515 482 061	1 469 206 593	1 357 603 354	1 349 706 790
17-Ministère à la Présidence Chargée de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation	402 626 188	111 051 274	102 881 865	78 682 744	78 682 744
18-Ministère de la Télécommunication, de l'Information, Communication et des Relations avec le Parlement	57 165 174	14 904 343	8 320 657	8 320 657	8 320 657
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	1 095 073 693	207 917 005	139 569 307	125 660 494	119 730 494

20-Ministère à la Présidence chargée des Affaires et de la Communauté Est Africaine	129 104 893	33 788 975	23 183 601	23 183 601	23 183 601
31-Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	343 085 565	94 397 888	58 721 847	49 781 847	49 781 847
32-Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation	155 168 094 017	36 397 481 831	20 682 216 092	20 682 216 092	20 682 216 092
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	33 712 172 397	8 049 124 479	4 822 359 503	4 820 769 503	4 820 769 503
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	1 021 883 552	476 406 548	453 220 592	116 120 106	116 120 106
37-Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	394 677 541	98 169 450	66 099 960	66 099 960	66 099 960
40-Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	4 410 253 688	688 694 058	443 071 652	443 071 652	443 071 652
41-Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Tourisme	327 243 160	94 532 872	64 315 951	64 315 951	64 315 951
42-Ministère de l'Energie et des Mines	337 113 215	72 669 914	47 775 851	41 970 851	41 970 851
44-Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	852 381 976	197 668 740	142 094 412	124 388 511	112 374 798
45-Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Equipement	249 390 917	60 295 309	34 944 249	34 216 849	34 216 849
Total général	322 341 139 616	73 509 659 876	49 015 097 248	47 351 972 744	46 645 489 585

Tableau 3. Exécution des biens et services pour le premier trimestre 2014

Libellé des Ministères	Crédit	Engagement	Liquidation	Ordonnancement	Paiement
01-Présidence de la République	2 789 350 835	1 149 282 229	1 149 282 229	1 032 454 262	774 621 606
02-Première Vice-Présidence	590 118 923	266 660 896	251 217 016	238 941 576	237 148 047
03-Deuxième Vice-Présidence	676 509 586	353 678 325	325 804 211	305 609 220	307 846 651
04-Secrétariat Général du Gouvernement	861 922 217	184 137 826	169 544 566	137 787 502	137 859 766
05-Assemblée Nationale	5 501 605 780	1 478 835 487	1 477 595 487	1 399 025 677	1 348 493 350
06-Senat	2 903 882 964	811 989 663	809 772 873	737 190 490	580 905 779
07-Cour de comptes	190 756 822	45 878 183	45 878 183	31 729 904	20 049 940
09-Ministère de l'Intérieur	1 224 164 427	138 127 080	120 950 817	93 413 659	43 448 846
10-Ministère du Développement Communal	136 229 390	7 333 060	4 604 760	2 545 200	2 545 200
11-Ministère de la Sécurité Publique	23 549 085 742	4 284 724 131	4 284 724 131	2 961 578 879	2 780 679 301
12-Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	10 084 148 687	5 208 084 555	5 188 435 044	4 990 934 966	4 955 066 318
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	36 795 418 131	11 604 591 758	11 184 742 568	6 627 608 783	5 222 408 197
14-Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique	1 467 564 574	831 518 636	821 433 265	728 953 635	584 232 068
16-Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	1 951 736 918	296 212 978	278 206 148	172 269 400	172 381 296
17-Ministère à la Présidence Chargée de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation	267 701 042	166 670 445	151 761 100	131 078 100	131 078 100
18-Ministère de la Télécommunication, de l'Information, Communication et des Relations avec le Parlement	114 873 810	26 625 333	25 249 992	14 197 405	14 213 132
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	200 427 954	42 015 175	18 330 501	3 565 723	3 565 723
20-Ministère à la Présidence chargée des Affaires et de la Communauté Est Africaine	1 036 164 004	368 949 733	356 522 067	332 450 542	325 172 263
31-Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	85 544 374	4 205 224	3 775 728	2 648 576	2 695 887

32-Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation	5 990 272 171	1 010 378 197	1 007 635 202	376 701 203	209 334 605
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	3 296 496 381	369 890 230	366 490 858	358 369 058	339 535 905
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	1 000 759 738	93 732 870	91 549 390	77 516 770	64 086 915
37-Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	367 622 519	74 602 156	73 237 226	50 801 921	49 617 090
40-Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	415 750 157	126 875 330	87 802 730	73 628 190	52 656 869
41-Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Tourisme	286 302 612	36 764 843	20 616 179	16 598 184	16 549 283
42-Ministère de l'Energie et des Mines	286 384 254	40 906 385	23 119 385	21 240 003	21 265 686
44-Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	257 521 949	53 711 734	50 969 854	18 351 303	10 874 689
45-Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Équipement	7 356 052 243	6 959 993 867	6 912 076 423	2 514 100 562	806 898 283
Total général	109 684 368 204	36 036 376 329	35 301 327 933	23 451 290 693	19 215 230 795

Tableau 4. Exécution des transferts courants pour le premier trimestre 2014

Libellé des Ministères	Crédit	Engagement	Liquidation	Ordonnancement	Paiement
01-Présidence de la République	11 654 953 311	3 729 490 072	3 666 650 745	3 376 029 444	3 318 841 029
02-Première Vice-Présidence	857 874 470	214 468 620	214 468 620	214 468 620	214 468 620
03-Deuxième Vice-Présidence	713 097 876	124 935 821	112 309 772	98 936 030	79 042 050
04-Secrétariat Général du Gouvernement	328 556 565	39 944 800	39 944 800	39 944 800	39 944 800
05-Assemblée Nationale	201 794 145	42 948 525	42 948 525	42 948 525	28 632 350
06-Senat	165 261 580	41 292 892	41 292 892	32 148 182	30 694 951
07-Cour de comptes	93 783 147	7 551 606	7 551 606	-	-
08-Commission Electorale Nationale Indépendante	2 000 000 000	538 223 670	538 223 670	429 583 744	429 583 744
09-Ministère de l'Intérieur	452 851 659	91 435 351	91 435 351	91 435 351	91 435 351
10-Ministère du Développement Communal	1 251 562 660	504 951 019	504 686 419	429 039 782	429 039 782
11-Ministère de la Sécurité Publique	844 884 296	192 728 948	183 351 424	162 349 771	162 253 607
12-Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	13 961 478 932	10 487 695 082	10 324 343 724	1 129 307 060	1 123 605 071
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	6 913 563 707	1 210 186 197	1 210 021 259	887 513 522	883 358 401
14-Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique	36 267 011 179	5 968 384 318	5 902 108 922	5 731 547 288	5 292 824 026
16-Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	5 336 246 424	1 342 127 081	1 305 678 912	988 312 653	944 760 357
17-Ministère à la Présidence Chargée de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation	2 438 412 863	605 746 086	605 746 086	444 808 490	370 486 853
18-Ministère de la Télécommunication, de l'Information, Communication et des Relations avec le Parlement	5 883 549 354	1 609 211 156	1 609 211 156	1 597 605 945	1 208 710 090
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	2 731 621 602	919 603 996	896 968 901	883 550 750	869 573 004
20-Ministère à la Présidence chargée des Affaires et de la Communauté Est Africaine	2 936 064	-	-	-	-

31-Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	45 131 162 081	12 966 355 889	12 918 141 575	7 292 248 883	6 997 842 650
32-Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation	20 665 949 175	4 534 961 502	4 526 183 502	2 810 945 275	2 769 412 610
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	37 377 513 407	20 719 782 500	20 719 782 500	9 833 149 530	7 727 108 628
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	5 813 907 906	2 352 705 775	2 343 202 203	1 850 308 432	1 162 136 096
37-Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	1 744 115 209	837 967 223	829 180 181	652 774 671	622 450 623
40-Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	2 924 407 230	729 728 093	725 759 093	692 933 049	682 693 889
41-Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Tourisme	1 552 806 199	457 545 575	453 972 905	418 080 113	362 101 818
42-Ministère de l'Energie et des Mines	1 104 183 431	294 932 084	294 932 084	182 120 174	178 495 174
44-Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	1 673 908 547	422 566 743	422 566 743	281 711 162	281 711 162
45-Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Équipement	755 496 237	161 417 904	161 417 904	95 534 369	79 955 879
71-Institution Ombudsman	794 432 387	212 486 042	212 486 042	146 960 478	139 179 358
Total général	211 637 321 643	71 361 374 570	70 904 567 516	40 836 296 093	36 520 341 973

Tableau 5. Exécution des investissements sur ressources propres pour le premier trimestre 2014

Libellé des Ministères	Crédit	Engagement	Liquidation	Ordonnancement	Paiement
01-Présidence de la République	3 094 774 686	600 441 970	600 441 970	332 274 687	236 441 353
02-Première Vice-Présidence	39 000 000	-	-	-	-
03-Deuxième Vice-Présidence	17 000 000	-	-	-	-
04-Secrétariat Général du Gouvernement	30 000 000	-	-	-	-
05-Assemblée Nationale	60 200 000	-	-	-	-
06-Senat	24 502 692	-	-	-	-
07-Cour de comptes	-	-	-	-	-
09-Ministère de l'Intérieur	70 000 000	11 666 666	11 666 666	11 666 666	11 666 666
10-Ministère du Développement Communal	7 917 689 829	2 183 002 150	2 183 002 150	48 002 150	5 151 250
11-Ministère de la Sécurité Publique	1 203 668 498	-	-	-	-
12-Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	1 854 261 612	141 600	141 600	-	-
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	3 000 000 000	198 948 000	198 948 000	198 948 000	198 948 000
14-Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique	10 563 778 140	572 564 340	572 564 340	440 571 332	331 815 396
16-Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	1 059 695 413	4 930 000	-	-	-
17-Ministère à la Présidence Chargée de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation	-	-	-	-	-
18-Ministère de la Télécommunication, de l'Information, Communication et des Relations avec le Parlement	116 500 000	31 500 000	31 500 000	31 500 000	31 500 000
19-Ministère de la Fonction Publique, du	8 050 000	-	-	-	-

Travail et de la Sécurité Sociale					
20-Ministère à la Présidence chargée des Affaires et de la Communauté Est Africaine	-	-	-	-	-
31-Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	1 614 200 000	115 743 101	115 743 101	115 743 101	-
32-Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation	2 588 557 800	457 527 700	457 527 700	-	-
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	7 099 175 849	1 570 630 644	1 570 630 644	-	-
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	1 978 314 019	479 722 822	479 722 822	424 658 598	354 467 027
37-Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	105 187 185	14 237 526	-	-	-
40-Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	25 241 374 764	3 278 692 624	3 225 622 780	2 045 771 277	1 453 794 407
41-Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Tourisme	406 854 640	28 321 669	13 364 269	7 421 974	7 421 974
42-Ministère de l'Energie et des Mines	21 042 582 337	4 189 908 976	4 188 233 176	123 592 310	51 863 627
44-Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	2 672 510 054	661 513 058	661 513 058	587 753 343	580 153 628
45-Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Equipement	3 611 337 286	1 089 303 257	1 089 303 257	54 727 120	54 727 120
Total général	95 419 214 804	15 488 796 103	15 399 925 533	4 422 630 558	3 317 950 448